

Née le 6 août 1946 à Marrakech, Elisabeth GUIGOU vit jusqu'à ses dix-huit ans au Maroc. Suite à la décolonisation, elle quitte le Maroc avec sa famille pour venir s'installer dans le sud de la France, entre Nîmes et Arles. Elle étudie l'anglais à l'université de Montpellier. Les élections présidentielles de 1965 (où François Mitterrand met Charles De Gaulle en ballottage) marquent son premier engagement politique à gauche.

Après être rentrée à l'ENA en 1971, elle choisit de travailler sur les questions économiques et financières et intègre la direction du Trésor, au Ministère des Finances, rue de Rivoli. Elle est membre de la CFDT. Puis elle part travailler à Londres de 1979 à 1981 comme attachée financière auprès de l'ambassade de France. En privé, elle soutient activement la campagne de 1981 de François MITTERRAND.

Elle rentre à Paris en 1981 pour travailler aux côtés de Jacques DELORS, le nouveau Ministre des Finances. Les difficultés économiques et les dévaluations monétaires se succédant, le Secrétariat général de l'Elysée recherche alors un conseiller chargé de l'économie internationale, du commerce extérieur, des affaires européennes et des sommets. Elisabeth GUIGOU entre ainsi à l'Elysée en 1982 sur les questions monétaires. Dès 1984, ses responsabilités s'élargissent à l'ensemble des Affaires européennes, sur lesquelles elle conseille François MITTERRAND.

A la veille de la cohabitation de 1986, François MITTERRAND la nomme à la tête du très stratégique « Secrétariat général de la coordination interministérielle » (SGCI) qui coordonne la politique européenne des différents ministères français, avant toute réunion à Bruxelles. Ainsi le Président conserve un droit de regard sur la politique européenne, comme sur la politique étrangère de la France.

François MITTERRAND réélu en 1988, Elisabeth GUIGOU devient en outre responsable de la mission française d'aide aux pays d'Europe centrale et orientale. En 1989, elle préside le groupe de travail de hauts fonctionnaires européens, des Ministères des finances et des affaires étrangères, chargé des travaux préparatoires au lancement de la Conférence intergouvernementale sur la monnaie unique européenne. En 1990, elle devient Ministre déléguée aux Affaires européennes et négocie ainsi pour la France avec Roland Dumas et Pierre Bérégovoy le Traité de Maastricht.

Le travail avec les élus de l'Assemblée, du Sénat, du Parlement européen la conforte dans son envie de faire de la politique et de se confronter au suffrage universel. Les élections régionales dans le Vaucluse du printemps 1992 et surtout la campagne de l'été 1992 pour le Oui au référendum sur Maastricht sont ses premières batailles électorales. Elle est élue députée européenne en 1994 et elle préside la délégation socialiste française. Elle est désignée par le groupe socialiste européen pour représenter le Parlement européen à la Conférence qui prépare le Traité d'Amsterdam.

En 1994, elle fonde l'association Europartenaires pour promouvoir le débat d'idées sur l'Europe. En 1995, après avoir activement participé à la campagne pour l'élection présidentielle, Elisabeth GUIGOU intègre l'équipe de Lionel JOSPIN à la direction du Parti socialiste, où elle est secrétaire nationale aux questions sociales.

La victoire de la gauche en 1997 permet à Lionel JOSPIN de devenir Premier Ministre. Il choisit Elisabeth GUIGOU comme Ministre de la Justice : elle devient ainsi la première femme Garde des Sceaux. Elle annonce dès le premier jour que, pour mettre fin aux intrusions du politique dans les « affaires », elle ne donnera plus d'instructions individuelles aux parquets : c'est une révolution dans le monde politique et judiciaire. Le renforcement de l'indépendance de la Justice, de la présomption d'innocence et l'impulsion d'une politique judiciaire européenne commune représentent trois avancées historiques pour la Justice.

D'octobre 2000 à mai 2002, Elisabeth GUIGOU devient la Ministre de l'Emploi et de la Solidarité de Lionel JOSPIN. A la tête de cet immense ministère, elle élabore et fait voter la loi créant une allocation pour les personnes âgées dépendantes (APA), elle revalorise les carrières des professionnels de santé, elle poursuit la mise en place des 35h (notamment à l'hôpital). Elle met en place un nouveau plan de lutte contre l'exclusion, créant notamment une allocation autonomie de 300 euros pour les jeunes de moins de 25 ans engagés dans des programmes d'accès à un premier emploi. Elle organise la pérennité des emplois jeunes.

Depuis juin 2002, elle est Députée de Bondy, Noisy-Le-Sec et Romainville, dans la 9^{ème} circonscription de Seine-Saint-Denis.

Elisabeth Guigou a notamment publié *Pour les Européens* (Flammarion, 1994), *Etre une femme en politique* (Plon, 1997)

Une femme au cœur de l'Etat (Fayard, 2000), *Je vous parle d'Europe* (Seuil, 2004) et dernièrement, *Rallumer les étoiles* (Calmann-Levy, 2006).